



Le 2 Octobre 2024,

LETTRÉ OUVERTE : DÉMÉNAGEMENTS

Madame la Directrice,

Vous avez fait le choix d'imposer des déstructurations importantes du réseau impliquant notamment de nombreux déménagements au mépris le plus total du respect de la qualité de service public, du respect de la « *cohérence métier* » et des conditions de travail des collègues.

Vous n'avez par ailleurs cessé de prétendre que ces déménagements se déroulent en toute transparence et que les agent·es étaient et seraient toujours parfaitement informé·es et / ou accompagné·es à mesure de l'avancée des projets etc.

Vous affirmez systématiquement que les collègues concerné·es par vos déstructurations sont écouté·es et qu'ils peuvent émettre des propositions d'aménagement de leurs futurs espaces de travail (après visite des locaux sur lesquels ils et elles seront forcé·es d'être déplacé·es).

Nous contestons bien évidemment cette présentation que vous faites de votre modus operandi, une présentation qui ne résiste jamais à l'épreuve des faits tant nos collègues sont maintenu·es dans l'ignorance la plus totale et tant ils et elles peinent à obtenir le moindre équipement supplémentaire.

- À titre d'exemple les collègues du **PCR 12ème** aimeraient commencer à disposer de quelques informations sur l'avenir que vous leur réservez.

Après que la date de leur déménagement initialement prévue pour 2027 ait été brutalement avancée, ils et elles sont toujours maintenu·es dans une opacité particulièrement de plus en plus pesante. Ils et elles ne disposent en effet d'aucune information récente leur permettant une quelconque forme d'anticipation ou de projection. Ils et elles n'ont connaissance que d'un unique élément de chronologie flou : à savoir que leur déménagement doit bien intervenir « *au 1^{er} semestre 2025* ».

L'échéance approchant, nous nous posons différentes questions :

Comptez-vous communiquer davantage et rapidement avec les collègues de ce service ? Cette opacité dans laquelle vous tenez les agent·es constitue-t-elle une stratégie délibérée qui viserait à les avertir qu'au tout dernier moment afin qu'ils et elles ne soient pas en mesure de formuler la moindre véritable proposition d'aménagement ? Ou cette absence de communication n'est-elle pas tout simplement le fruit d'une vaste impréparation, une vaste improvisation de ces opérations d'envergures qui ne vous a toujours pas permis d'affiner vos projets dans des délais contraints que vous imposez ?

- Autre service sur lequel les mêmes demandes s'expriment avec force et une urgence peut-être plus grande encore compte tenu de l'imminence du changement : **la TP CHS** qui doit en effet dès le mois prochain, quitter le 12ème pour rejoindre le site de Moulin Vert.

Là encore nous déplorons une totale absence de transparence avec des agent·es qui ne parviennent pas à disposer du moindre renseignement pratique dont ils et elles auraient grand besoin.

Nous espérons à ce stade que, pour refuser aux collègues l'information à laquelle ils doivent pouvoir prétendre, vous ne prendrez pas l'excuse de votre obligation réglementaire de présenter en instances, aux représentant·es du personnel les projets affectant l'organisation du travail, préalablement à leur mise en œuvre.

D'abord parce que vous venez de nous fournir, très récemment encore, plusieurs illustrations (SIP 17^e, nouvelle politique d'accueil...) du peu de cas que vous faisiez de cette obligation dès lors qu'elle pourrait entraver ou ralentir le déploiement de vos funestes projets.

Ensuite parce que si nous combattons vos destructurations sur le fond, vous refusez même a minima de détendre le calendrier de leur mise en place (et donc celui des instances correspondantes qui se tiennent à flux tendu).

Enfin, les informations que demandent les collègues sont notamment relatives à des éléments fonctionnels et le fruit d'échanges qui par nature doivent avoir lieu en amont de vos destructurations et de façon constante conformément à ce que vous affirmez dans vos présentations vantant systématiquement une circulation prétendument fluide et transparente de l'information (ou plus mensonger encore une « association » continue des collègues).

Or aujourd'hui les agent·es de la TP CHS malgré leurs interrogations ne savent toujours pas, à titre d'illustration, quels sont les documents qu'ils pourront conserver ou devront au contraire pilonner avant de partir pour le 14ème arrondissement.

Ils déplorent que les locaux qu'ils doivent intégrer n'aient même pas subi un petit rafraîchissement des peintures qui ne semblait pourtant pas inutile.

Ils regrettent que leurs demandes n'aient jamais été prises en compte et qu'on leur ait refusé par exemple le simple enlèvement d'une cloison pour faire en sorte que les agent·es de cette trésorerie puissent continuer de travailler « ensemble ».

Cette exigence fait d'autant plus sens qu'ils sont parfaitement conscient·es que ce sont les seules contraintes immobilières qui présideront aux choix de l'occupation des espaces et en aucun cas la recherche de « synergies métiers » potentielles.

Avec un secteur paye qui au lieu de se retrouver avec la Dépense sera installé avec les Hébergés, il serait en effet difficile d'oser prétendre autre chose...

Malgré un déménagement préfigurant officiellement une fusion, les collègues de la Trésorerie CHS n'ont même pas été présent·es à la responsable du CHNO 15-20 où l'inquiétude est si vive que le service a largement été déserté au dernier mouvement de mutations.

Pour Solidaires Finances Publiques Paris, il est urgent que vous accordiez aux agent·es la considération qu'ils méritent et à laquelle ils et elles doivent pouvoir prétendre.

Nous vous demandons par conséquent de bien vouloir communiquer à l'ensemble de ces agent·es l'information à laquelle ils ont droit.

Le Secrétariat de Section de Solidaires Finances Publiques Paris